Après une longue maladie qui l'a forcé à se retirer du pouvoir en juillet 2006, Fidel Castro est mort le 25 novembre 2016. Auparavant, Castro avait survécu à beaucoup de tentatives des Etats-Unis de renverser son gouvernement et de l'éliminer physiquement, y compris en parrainant des invasions, en organisant de nombreuses tentatives d'assassinat et d'attaques terroristes. Il a exercé le pouvoir politique suprême à Cuba pendant plus de 47 ans. De même, après avoir quitté les plus hautes fonctions, il a continué à être politiquement engagé pendant plusieurs années, à rencontrer de nombreuses personnalités étrangères et à écrire ses *Reflexione*s dans la presse du Parti communiste cubain.

Fidel était un fils de Lina Ruz et de l'immigrant galicien Ángel Castro, devenu un riche propriétaire d'une plantation de cannes à sucre dans l'île. Fidel fit ses études dans un lycée de jésuites [«colégio Dolores», puis «colégio Belén»], considéré comme l'une des meilleures institutions scolaires de Cuba. En entrant en 1945 à l'Université de La Havane, en faculté de Droit, il a commencé sa vie politique en collaborant avec l'un des nombreux groupes politiques actifs sous des formes proches de gangs [allusion aux affrontements physiques, y compris armés] à l'université. En 1947, en tant que militant universitaire, Fidel a tenté d'envahir la République Dominicaine pour provoquer un soulèvement contre le dictateur Trujillo [au pouvoir de 1930 à 1938, puis de 1942 à 1952]. En 1948, il participa au «Bogotazo», le soulèvement généralisé qui secoua la capitale colombienne après l'assassinat [le 9 avril 1948] du dirigeant du Parti liberal colombien [en conflit avec le Parti conservateur], Jorge Eliécer Gaitán [des «événements» qui ouvrent la période dite de la «violencia» qui dura des décennies]. Le caractère désorganisé et chaotique de ces entreprises déficientes a joué un rôle important dans la formation des opinions de Fidel Castro concernant la discipline politique et la suppression des opinions dissidentes et des fractions au sein du mouvement révolutionnaire.

Il a ensuite rejoint le parti menant de véritables campagnes politiques, le parti *Ortodoxo*, [Parti Orthodoxe] dirigé par le charismatique sénateur Eduardo «Eddy» Chibás. Castro s'est présenté comme candidat à la Chambre des représentants. L'*Ortodoxo* était un parti défendant des réformes démocratiques et progressistes. Il s'opposait sans ambiguïté au communisme et se concentrait sur l'élimination de la corruption politique généralisée dans l'île. Ce fut dans la section de jeunesse de ce parti que Fidel Castro a recruté prioritairement quand il s'est tourné vers la lutte armée contre la dictature militaire nouvellement installée, celle du général à la retraite Fulgencio Batista.

Batista prit le pouvoir par un coup d'Etat le 10 mars 1952 afin d'empêcher les élections censées avoir lieu – et qu'il était sûr de perdre – le 1er juin de la même année. Vers la fin de 1956, un peu plus de deux ans avant que Batista ne soit renversé, le Mouvement du 26 juillet de Castro, baptisé du jour de son échec de l'attaque armée en 1953 [attaque de la caserne de Moncada à Santiago de Cuba le 26 juillet 1953, ce fut un échec cuisant et de nombreux prisonniers furent exécutés, d'autres torturés…], avait commencé à apparaître comme le pôle hégémonique de l'opposition à la dictature [Castro fut libéré en mai 1955].

L'essor du Mouvement du 26 juillet fut rendu possible, en partie, par l'effondrement des partis politiques plus anciens de Cuba, y compris le parti Orthodoxe, et par l'échec des soulèvements menés par d'autres organisations. Mais son hégémonie parmi les rangs révolutionnaires était aussi le résultat des talents politiques de Castro. Il était un militant politique révolutionnaire, passé maître dans l'utilisation des éléments clés de l'idéologie politique démocratique dominante dans l'opposition à Batista afin d'attirer et d'élargir le soutien de toutes les classes sociales cubaines. C'est ainsi qu'il approuva, à maintes reprises, avant la victoire du mouvement révolutionnaire en 1959, la Constitution progressiste et démocratique de 1940, très populaire. De la sorte, sans diminuer son

militantisme politique, il a minoré le radicalisme social de son discours lors du procès de la Moncada, dont l'intitulé marquera son histoire: «L'Histoire m'absoudra»[1].

Fidel Castro était aussi un tacticien consommé qui saisit instantanément les questions clés du moment et agit en conséquence. Par exemple, après avoir été libéré de prison et réfugié au Mexique en 1955, il a inventé le slogan *«en 1956, nous serons soit des martyrs, soit des hommes libres»*. Il savait qu'avec cet engagement, il devait revenir à Cuba cette année-là, même s'il n'était pas militairement prêt, ou courir le risque immense de perdre de la crédibilité. Néanmoins, il a jugé nécessaire de différencier son groupe de ses concurrents armés et de relancer la conscience politique populaire, particulièrement parmi les jeunes, une conscience érodée par la désillusion. Il a maintenu son engagement de débarquer à Cuba avec 81 autres hommes à bord du *Granma* au début de décembre 1956, ce qui a considérablement augmenté son prestige.

## Après la victoire

La défaite absolue que les forces de la guérilla dirigée par Fidel Castro infligèrent à l'armée de Batista – [une guérilla étayée socialement par la proclamation, depuis la Sierra Maestra, de la Loi de réforme agraire et, y compris, par une tentative de grève urbaine, en avril 1958, grève qui ne fut pas relayée par le PC (Parti socialiste populaire), ce qui conduisit à son échec] – a ouvert la voie à la transformation d'une révolution politique démocratique pluri-classiste en une révolution sociale. Lors les deux premières années après la révolution, Fidel Castro a renforcé son appui populaire massif avec une redistribution radicale de la richesse qui s'est transformée plus tard en une nationalisation de l'économie qui a inclus y compris les plus petits établissements artisanaux et commerciaux.

Cette économie hautement bureaucratique a entraîné des performances très médiocres qui ont été fortement aggravées par le blocus économique criminel que les Etats-Unis ont imposé à Cuba, dès 1960. C'est l'aide massive soviétique que Cuba a reçue qui a permis au régime de maintenir un niveau de vie qui a garanti la satisfaction des besoins les plus fondamentaux de la population, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé. Le renouveau d'un anti-impérialisme populaire – qui avait été en dormance dans l'île depuis les années trente – fut tout aussi important pour renforcer le soutien populaire au régime de Castro.

Le gouvernement de Fidel Castro a canalisé le soutien populaire dans le sens d'une mobilisation populaire. Ce fut la contribution la plus significative du gouvernement cubain par rapport à la tradition «communiste» (stalinienne) internationale. Mais tout en encourageant la participation populaire, Fidel empêcha un contrôle démocratique populaire effectif et garda, autant qu'il le pouvait, un commandement politique personnel.

Sous sa direction, l'Etat-parti unique cubain a été mis en place dès les années 1960 et fut légalement sanctionné par la Constitution adoptée en 1976. Le Parti communiste dirigeant utilise les «organisations de masse» comme des courroies de transmission des «orientations» du parti. Lorsque les «organisations de masse» ont été créées en 1960, toutes les organisations indépendantes existantes, qui auraient pu rivaliser avec les institutions officielles, ont été éliminées. Ces dernières comprenaient: les «sociétés de couleur» («sociedades de color») qui, depuis longtemps, étaient le fondement de la vie sociale organisée des Noirs à Cuba, de nombreuses organisations de femmes exerçant

principalement des activités d'aide sociale; et les syndicats qui furent incorporés à l'appareil d'Etat, après une purge complète de toutes les opinions divergentes.

Le contrôle personnel de Fidel Castro depuis le sommet fut une source majeure d'irrationalité et de gaspillage économique. Le bilan global de ses interventions personnelles dans les affaires économiques est tout à fait négatif. Celles-ci allèrent de la campagne économiquement désastreuse pour une récolte de sucre de 10 millions de tonnes en 1970 [la «zafra de los 10 milliones de toneladas» proclamée lors du discours de Castro le 27 octobre 1969 dans le théâtre Chaplin à La Havane] – qui non seulement n'a pas atteint ses objectifs mais a déstabilisé fortement le reste de l'économie – jusqu'à l'incohérence économique et la microgestion intrusive de sa «Bataille des idées», lancée peu de temps avant qu'il quitte la direction et passe le pouvoir à son frère Raul[2].

**Manipulation et répression**

Une caractéristique majeure du règne de 47 ans de Fidel Castro réside dans sa manipulation du soutien populaire. Cela a été particulièrement évident lors des deux premières années de la révolution (1959-1960) au cours desquelles il n'a jamais révélé, même à ses partisans, où il avait l'intention d'aller politiquement.

La censure systématique que son gouvernement a établie depuis 1960 est intrinsèque à la politique manipulatrice de son régime. Cela a continué sous Raúl Castro. Les mass media, en conformité avec les «orientations» du Département idéologique du Parti communiste cubain, ne publient que les nouvelles qui répondent aux besoins politiques du gouvernement. La censure est particulièrement frappante à la radio et à la télévision, sous l'égide de l'Institut Cubain de Radio et Télévision (ICRT), institution méprisée par de nombreux artistes et intellectuels pour ses pratiques de censure et l'arbitraire de l'information.

L'absence systématique de transparence dans les opérations du gouvernement cubain s'est poursuivie sous le règne de Raúl Castro. Un exemple clair réside dans la destitution brutale, en 2009, de deux dirigeants politiques de premier plan, le ministre des Affaires étrangères Felipe Pérez Roque[3] et le vice-président Carlos Lage[4] sans qu'une explication complète de cette décision soit fournie par le gouvernement. Depuis lors, une vidéo détaillant la version gouvernementale de cet événement a été produite. Toutefois, elle a été montrée seulement à des auditoires sélectionnés de dirigeants et de cadres du Parti communiste cubain.

La censure et le manque de transparence se sont parfois transformés en véritables mensonges, comme dans le cas des rejets répétés de Fidel Castro de reconnaître la maltraitance physique dans les prisons cubaines, malgré son existence bien documentée par plusieurs organisations indépendantes de défense des droits humains.

Fidel Castro a créé un système politique qui n'hésite pas à utiliser la répression, et pas seulement contre les ennemis de classe, pour consolider son pouvoir. C'est un système qui a recours aux méthodes policières et administratives pour régler les conflits politiques. Ce système a utilisé le système judiciaire de manière arbitraire pour étouffer la dissidence et l'opposition politiques. Parmi les lois qu'il a invoquées pour atteindre cet objectif, on peut citer celles qui punissent la propagande ennemie, le mépris de l'autorité (*desacato*: l'irrespect), la rébellion, les actes contre la sécurité de l'Etat, l'impression clandestine de

documents, la distribution de fausses nouvelles, la dangerosité sociale précriminelle, les associations illicites, la résistance et la diffamation. En 2006, Fidel Castro a admis qu'à une époque il y avait eu 15 000 prisonniers politiques à Cuba, bien qu'en 1967 il ait cité le chiffre de 20 000.

## Politique étrangère

Pour beaucoup de Latino-Américains et d'autres peuples du tiers-monde, ce n'est pas l'instauration du «communisme» à Cuba qui a suscité leur sympathie pour le dirigeant cubain. Il s'agissait plutôt de son véritable défi face à l'empire états-unien et de sa persévérance obstinée dans cet effort, non seulement en affirmant l'indépendance cubaine, mais en soutenant et aussi en appuyant, à l'extérieur, des mouvements contre les classes dirigeantes locales et l'empire américain.

Pour cela, le gouvernement de Fidel a payé un prix fort sous la forme du parrainage de Washington aux invasions militaires, aux multiples tentatives d'assassinat le visant ainsi qu'à des campagnes de terreur. A cela s'ajoute un embargo durable et élargi contre l'île. Se tenir debout face au Goliath états-unien ne constituait pas seulement une épreuve pour résister avec succès à une puissance largement supérieure, mais il s'agissait aussi de faire face à l'arrogance et au racisme du puissant voisin du Nord. Comme l'a souligné l'historien Louis A. Pérez[5], Washington a souvent vu les Cubains comme des enfants à qui il fallait apprendre à se comporter.

Pourtant, il existe de nombreuses idées erronées dans la gauche sur la politique étrangère cubaine. S'il est vrai que Fidel Castro a maintenu son opposition à l'empire américain jusqu'à son dernier souffle, sa politique étrangère, surtout après la fin des années 1960, a été davantage poussée par la défense des intérêts de l'Etat cubain tel qu'il les définissait à partir de l'alliance avec l'URSS et non pas en relation avec la poursuite d'une révolution anticapitaliste en tant que telle. Parce que l'Union soviétique considérait l'Amérique latine comme faisant partie de la sphère d'influence des Etats-Unis, elle a exercé une forte pression politique et économique sur Cuba pour minimiser son soutien ouvert aux «mouvements de guérilla» en Amérique latine.

Vers la fin des années 1960, l'URSS a fait aboutir cet effort. C'est pourquoi, dans les années 1970, Cuba s'est tourné vers l'Afrique avec une vigueur qu'il faut rattacher au fait que ses initiatives politiques sur ce continent étaient stratégiquement plus compatibles avec les intérêts soviétiques, malgré leurs nombreux désaccords tactiques. Cette alliance stratégique avec l'URSS contribue à expliquer pourquoi la politique africaine de Cuba avait des implications tout à fait différentes pour ce qui relève de la situation en Angola ou contre l'apartheid sud-africain. Ici cette politique se situait à gauche, alors que pour la Corne de l'Afrique, ce n'était pas le cas. Dans cette partie du continent, le gouvernement de Fidel Castro a soutenu une dictature sanglante «de gauche» en Ethiopie et indirectement aidé ce gouvernement dans ses efforts pour réprimer l'indépendance érythréenne.

Le facteur le plus important expliquant la politique cubaine dans ce domaine était que le nouveau gouvernement éthiopien avait pris le parti des Soviétiques dans la Guerre froide. C'est pour les mêmes raisons que Fidel Castro, à la grande surprise et déception du peuple cubain, a soutenu l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie en 1968, bien qu'il soit clair que l'aversion politique de Castro pour les politiques libérales de Dubcek [Alexandre Dubcek est Premier secrétaire du PC janvier 1968 à avril 1969] a joué un rôle important

dans sa décision de soutenir l'action soviétique. Fidel Castro a également appuyé, du moins implicitement, l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979, bien qu'il l'ait fait avec beaucoup de réticence et de façon discrète parce que Cuba venait de prendre la direction du Mouvement des non-alignés dont une grande majorité des membres s'opposait fortement à l'intervention soviétique.

En règle générale, le Cuba de Fidel Castro, même au début des années 1960, s'est abstenu de soutenir les mouvements révolutionnaires contre les gouvernements qui avaient de bonnes relations avec La Havane et qui rejetaient la politique des Etats-Unis contre l'île, cela indépendamment de leur couleur idéologique. Les cas les plus emblématiques d'une approche de la politique étrangère cubaine placée sous l'emprise des «raisons d'Etat» [le parti unique et l'Etat sont intriqués] sont les relations très amicales que Cuba entretenait avec le Mexique du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) et avec l'Espagne de Franco. Il est également intéressant de noter que dans plusieurs pays d'Amérique latine, tels que le Guatemala, El Salvador et le Venezuela, le gouvernement de Fidel Castro a favorisé certains mouvements de guérilla et d'opposition et s'est opposé à d'autres selon le degré auquel ils étaient disposés à soutenir la politique cubaine.

## Fidel Castro replacé dans une perspective historique

L'instauration d'un régime de type «soviétique» (URSS) à Cuba ne peut s'expliquer par de simples généralisations politiques à partir de considérations sur le sous-développement, les dictatures et l'impérialisme qui touchent toute l'Amérique latine. Le facteur le plus important qui explique le caractère unique du développement de Cuba est la direction politique de Fidel Castro qui a imposé une différence majeure aussi bien dans le type de triomphe contre le régime Batista que dans la détermination de la voie suivie par la révolution cubaine après son arrivée au pouvoir.

A son tour, le rôle de Fidel Castro a été rendu possible par la composition socio-économique et politique particulière de Cuba à la fin des années 1950. Cela comprenait : l'existence de classes sociales importantes au plan économique, mais ayant une expression politique faible – capitalistes, moyennes et ouvrières ; une armée professionnelle à bien des égards de type mercenaire dont la direction avait des liens fragiles avec les classes les plus puissantes au plan économique ; un système très dégradé de partis politiques traditionnels.

L'héritage de Castro, cependant, est devenu incertain depuis l'effondrement de l'URSS. Sous Raúl Castro, le gouvernement, en particulier après le sixième congrès du Parti communiste en 2011, a promis des changements importants dans l'économie cubaine. Ces derniers pointent dans la direction générale du modèle sino-vietnamien qui combine une ouverture au marché capitaliste combiné à l'autoritarisme politique.

Le rétablissement des relations diplomatiques avec les États-Unis, annoncé en décembre 2014 – que Fidel Castro a approuvé à contrecœur quelque temps plus tard –, serait susceptible de faciliter cette stratégie économique, en particulier si le Congrès américain modifiait ou abrogeait la loi Helms-Burton [un sénateur républicain de Caroline du Nord et un de l'Illinois], approuvée en 1996 (avec le consentement du président Clinton). Une loi qui fait du blocus économique américain de l'île une obligation ne pouvant être révoquée que par le Congrès[6]. Or, avec la future présidence de Donald Trump et un Congrès républicain, la concrétisation de cette stratégie est moins probable.

Pendant ce temps, la corruption et les inégalités grandissent et corrodent la société cubaine, ce qui alimente un sentiment général de pessimisme et un désir de beaucoup, en particulier parmi les jeunes, de quitter le pays à la première occasion.

A la lumière d'une future transition capitaliste d'État et du rôle que peuvent jouer les capitaux étrangers et les pouvoirs politiques comme les États-Unis, le Brésil, l'Espagne, le Canada, la Russie et la Chine, les perspectives de la souveraineté nationale cubaine[7] – élément décisif de l'héritage de Fidel Castro – sont très incertaines.

**Article publié sur le site *In These Times* le 26 novembre 2016 ; traduction *A l'Encontre*.**

# Notes

[1] La fin de son plaidoyer est connue, la voici : *« Je terminerai ma plaidoirie d'une manière peu commune à certains magistrats en ne demandant pas la clémence de ce tribunal. Comment pourrais-je le faire alors que mes compagnons subissent en ce moment une ignominieuse captivité sur l'île des Pins? Je vous demande simplement la permission d'aller les rejoindre, puisqu'il est normal que des hommes de valeur soient emprisonnés ou assassinés dans une République dirigée par un voleur et un criminel. Condamnez-moi, cela n'a aucune importance. L'histoire m'absoudra »* (Rédaction *A l'Encontre*).

[2] On peut encore lire avec intérêt deux ouvrages de l'agronome réputé René Dumont. L'un publié en 1964 : *Cuba. Socialisme et développement,* Le Seuil. Le second : *Cuba est-il socialiste ?,* Seuil, 1970 (Rédaction *A l'Encontre*).

[3] Pérez Roque fut ministre des Affaires étrangères de 1999 à 2009, avant d'être limogé et remplacé par le vice-ministre Bruno Rodriguez Parilla. Il avait été conseiller de Fidel Castro et membre du Comité central du PC. Il fut attaqué, indirectement, comme Lage, dans un article de Fidel Castro (Rédaction *A l'Encontre*).

[4] Proche conseiller de Castro, Lage joua un rôle important durant la «période spéciale» suite à la perte de l'aide «soviétique». Il négocia les accords sur les livraisons de pétrole avec le Venezuela en «échange» de l'envoi de 2000 médecins cubains. Lage était membre du Bureau politique du PC, vice-président du Conseil d'Etat et secrétaire exécutif du Conseil des ministres. Après avoir été réélu à l'unanimité à son poste de vice-président, Lage a été écarté de ses responsabilités, début mars 2009, et a reconnu «ses erreurs» dans une lettre rendue publique. Il démissionna de toutes ses positions. Ayant une formation de pédiatre, il retourna travailler dans le secteur de la santé. (Rédaction *A l'Encontre*)

[5] Voir ses ouvrages : *Cuba. Between Reform and Revolution* (Oxford University Press) et *Cuba in the American Imagination. Metaphor and the Imperial Ethos* (University of North Carolina). (Rédaction *A l'Encontre*)

[6] Cette loi oblige le président états-unien en exercice à ne pas changer ni éliminer les règles qui régissent l'embargo économique. Cette responsabilité relève exclusivement du Congrès. Elle interdit aux pays tiers de vendre aux Etats-Unis des produits ayant des composants cubains (du nickel, par exemple), ainsi que de commercialiser à Cuba des

produits avec des composants états-uniens. Cette loi «mondialise» de fait l'embargo (Rédaction *A l'Encontre*).

[7] Il faudrait rajouter à «ces incertitudes» la situation économique et politique plus que dégradées du Venezuela, à laquelle s'ajoute la crise au Brésil… (Rédaction *A l'Encontre*)